

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité – 15 juin 2015

1. Déplacement à Berlin : après le *mea culpa*, les Français ont (presque) tourné la page

⇒ Les verbatims des questions ouvertes sur ce sujet (terrain vendredi et samedi) étaient encore extrêmement nombreux. Mais **les gestes faits ont bien permis d'éteindre la polémique** :

- 42% des Français se disaient choqués ce week-end par le déplacement du PM ; c'est beaucoup moins que les 77% de mercredi.
- **82% estiment qu'il a eu raison de rembourser** (très peu de commentaires sur le fait qu'il n'ait remboursé « que » pour ses enfants, ou sur la dissonance « pas de coût supplémentaire mais remboursement ») ; et **77% pensent que ce geste doit mettre fin à la polémique**.

⇒ Comme toujours, les Français **ne veulent pas ajouter de la crise à la crise et se méfient de l'hystérisation des débats** alimentée par les médias. Seuls 21% estiment ainsi qu'il fallait « y accorder autant d'importance » dans l'actualité.

Ils attendaient une reconnaissance de l'erreur commise, importante pour que l'exigence d'exemplarité n'en sorte pas affaiblie. Une fois celle-ci restaurée, on pouvait tourner la page. Il est d'ailleurs intéressant de noter que le remboursement était **bien moins vu comme l'aveu d'une faute (16%) que comme une capacité à écouter ce qu'exprimaient les Français (46%)**.

⇒ Au final, **l'image du PM n'est pas profondément touchée**. Ses principaux traits d'image testés pour le JDD ne se dégradent pas.

Mais 40% estiment tout de même que ce voyage controversé pourrait gêner son action dans les 2 ans à venir. Même s'il s'agit principalement de sympathisants de droite et du FN, c'est le signe que **le malaise ressenti n'est pas superficiel : il reste une forme de mise à l'épreuve**.

➤ *Dans cette affaire le plus important pour les Français était moins l'erreur initiale (qui est vue comme humaine) que la réparation, c'est-à-dire le maintien de l'intégrité des principes : ils étaient prêts à tourner la page d'un épisode malencontreux, pas à accepter que l'exemplarité soit un concept à géométrie variable. Après le mea culpa, l'épisode est donc désormais largement clos ; mais pas nécessairement toutes les interrogations soulevées.*

➤ *Pourquoi cette relative « indulgence » vis-à-vis du PM ? Plusieurs raisons se sont combinées :*

- *Cet écart était trop loin de ses traits d'image pour être reçu, dans un premier temps, comme autre chose qu'un accident. Il tranchait avec l'image installée M. Valls dans l'opinion : un homme qui s'engage pour faire avancer les choses, intègre et honnête - même s'il peut aussi être froid et rigide. C'aurait sans doute été différent si l'écart de conduite avait porté sur l'un de ses traits ambigus ou à double face (crise d'autoritarisme par exemple).*

- ***Il a fait ce qu'il faut pour ne pas laisser cet épisode s'incruster.*** 5 jours est un délai long pour les chaînes d'info, mais court pour les Français : il ne s'est pas, aux yeux de l'opinion, enfermé dans le déni (contrairement à N. Sarkozy, qui a mis des années à s'excuser du Fouquet's).

Il est même allé un peu au-delà en surjouant légèrement le mea culpa, geste sans doute d'autant plus apprécié son image était celle de quelqu'un de fier et d'obstiné dont on doutait qu'il soit capable de reconnaître ouvertement une erreur (chose si rare en politique...). Dans ces situations, le contre-pied fonctionne toujours, et renvoie un surcroît de sincérité.

- ***Car sa notoriété, bâtie exclusivement sur l'action, le protège.*** Il a plutôt l'image de quelqu'un qui « fait son job », critère de jugement essentiel pour les Français : ce n'est pas un responsable dont on découvre l'existence à l'occasion d'un scandale, hypothèses dans lesquelles aucune corde de rappel ne vient contrebalancer l'image parasitaire.
- ***Car les Français sont, comme toujours, réticents face aux polémiques qui s'emballent.*** Ils ne veulent pas d'un champ politique violent, centré sur les invectives et les joutes partisans loin de leur quotidien (et encore moins que les politiques instrumentalisent leur propre ressenti à des fins politiciennes). A ce titre, une sur-réaction de la droite lui serait certainement revenue en boomerang (au-delà même du rappel de ses propres turpitudes).

➤ ***Reste que les Français vont chercher dans les semaines qui viennent la confirmation qu'ils ont eu raison de maintenir leur confiance à M. Valls – et au PR qui l'a soutenu.***

Ils considèrent que le PM a fait une entorse au pacte de confiance qui fondait leur jugement, mais sont prêts à pardonner pour peu qu'il renoue avec ce qu'ils appréciaient chez lui - un responsable déterminé, qui dit la vérité et agit pour le pays. Ils vont donc attendre des preuves que cet épisode n'était qu'un moment d'égarement.

Il paraît dès lors important de prendre garde dans les prochaines semaines à ne pas envoyer de signes qui rappelleraient certaines critiques soulevées par l'opinion ; et à l'inverse mettre en avant des gestes de politique « utile » (remettre l'économie en route) et « apaisée » (pas de polémiques pour les polémiques). A ce titre :

- ***l'usage du 49-3 devrait sans doute être présenté comme une volonté d'éviter un conflit prévisible*** (profil bas et apaisement : décision de ne pas donner prise à de longs déchirements au Parlement) ***plus que comme une intransigeance à réformer*** (qui dans le contexte actuel risquerait de trop résonner avec la ligne autorité/autoritarisme).
- ***les mesures TPE/PME, passées au second plan, pourraient, elles, être remises en avant sur le fond, en désamorçant certaines craintes et en insistant sur leur capacité à relancer l'emploi dans les PME*** (des témoignages de petits chefs d'entreprises seraient bienvenus) – cf. ci-dessous.

2. Mesures TPE/PME : faible audience mais un potentiel, à activer

⇒ Les annonces de mardi ont été peu entendues : 57% des Français en ont entendu parler, dont seulement 16% « savent précisément de quoi il s'agit ».

⇒ Sur la base de cette connaissance vague de ces mesures, 57% estiment qu'elles vont « dans le bon sens » contre 39% « dans le mauvais sens ». Les CSP+ ont clairement un *a priori* positif (61%), les catégories populaires sont plus méfiantes (partagées à 50/50). La gauche pense à 66% que ces mesures vont dans le bon sens (72% au PS), la droite modérée à 58%, mais le FN les rejette à 79%.

⇒ 43% pensent qu'elles peuvent être « efficaces pour favoriser les embauches et l'emploi dans les TPE et PME ». C'est à la fois bien pour une question d'efficacité (et relativement au fatalisme avec

lequel les Français observent la montée du chômage), mais peut-être **un peu juste pour soutenir la réforme face à une contestation politique qui prendrait trop d'ampleur.**

A noter que **59% des sympathisants de gauche, et 67% au PS, ont un *a priori* d'efficacité** (contre 40% de la droite modérée), ce qui peut permettre de contrebalancer les contestations qui se développeront dans l'appareil partisan.

⇒ Dans le détail, seule la **barémisation des indemnités de licenciement** a été re-testée cette semaine : **58% s'y disent favorables** (stable depuis une semaine, dont 59% à gauche et 64% au PS).

➤ ***Ces mesures ont un potentiel réel (tout ce qui peut aider l'emploi est bon à prendre), à condition que leur insertion dans le débat se passe bien. Elles pourraient devenir risquées si les Français consolident leur jugement sur la base des seules critiques entendues.***

Il paraît donc important de les illustrer au maximum, à la fois pour rendre tangible le lien avec l'emploi, et pour donner à voir des TPE dont le potentiel de sympathie est grand dans l'opinion. Cela permettrait également de montrer que ces mesures ont été façonnées en réponse à leurs préoccupations de terrain – et non aux exigences du patronat parisien – donc qu'elles ne sont pas soupçonnables de complaisance idéologique.

1. Migrants : beaucoup d'écho dans l'opinion, et un soutien transpartisan

⇒ **79% des Français approuvent les actions de démantèlement des campements de migrants** la semaine dernière (dont 44% « tout à fait »), contre 21% qui les désapprouvent.

Le renversement à gauche est spectaculaire : en 2006, seuls 32% des sympathisants PS approuvaient le démantèlement du squat de Cachan. Ils sont aujourd'hui **73% à approuver** le démantèlement du camp du 18^{ème} arrondissement.

Les sympathisants socialistes ne sont que 12% à trouver la politique de M. Valls en matière d'immigration « trop ferme » contre 59% « équilibrée » et 29% « pas assez ferme » (pour l'ensemble des Français : 11% trop ferme, 28% équilibrée, 61% pas assez ferme).

⇒ On en retrouve **beaucoup de traces dans les verbatims** (jusqu'au Front de gauche), avec souvent un lien avec Daesh, et majoritairement une **tonalité démunie : les sympathisants de gauche sont très sensibles à la détresse humaine, mais se sont convaincus de l'impossibilité d'accueillir tous les migrants** qui s'engagent ce voyage périlleux.

« Le problème des immigrés, leur détresse, l'impuissance de l'Europe par rapport à ce problème » (PS)

« L'évacuation violente des migrants à Paris, on est dans un pays des droits de l'homme ce sont des personnes qui sont dans une telle souffrance ils ont fait un tel voyage qu'on doit trouver une solution, même s'ils ne peuvent pas rester » (PS)

« Daesh, ça va toujours aussi mal ; et les migrants, leur misère, c'est un gros problème » (PC)

« L'évacuation des migrants à Paris. C'est le problème de la gestion de la pauvreté dans le monde : depuis un moment les vagues d'immigrés viennent en pensant que c'est un eldorado, mais en fait ils ont beaucoup de déception » (PG)

➤ ***L'équilibre actuel paraît en phase avec l'opinion de gauche. Mais sur un sujet à si fort écho et à forte sensibilité, des demandes de « réassurance morale » pourraient se faire jour de la part des sympathisants de gauche (besoin d'entendre qu'ils sont fondés à penser ce qu'ils pensent, et qu'ils ne trahissent pas ainsi leurs idéaux). L'Europe est, plus que jamais, attendue comme une réponse.***